

Les crédits

de faire de la recherche pure. Il a rendu les choses plus difficiles sur plusieurs plans, pour les étudiants qui veulent se payer des études universitaires, et il a le front de couper 100 millions de dollars dans les programmes de formation.

C'est devenu une habitude que d'enlever aux institutions les mesures et les outils mêmes qui sont nécessaires au développement économique.

Comme le savent Peter C. Newman, le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, le consortium et tous les observateurs, ce gouvernement, plutôt que d'améliorer notre compétitivité, est en train de présider à la désindustrialisation du Canada. Ce n'est pas un gouvernement que les Canadiens veulent garder. Nous réclamons sa démission.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention certains des points soulevés par mon collègue de Windsor—Sainte-Claire.

Comme lui et moi représentons des régions voisines dans le sud-ouest de l'Ontario, nos préoccupations sont très similaires. Lorsque nous regardons la situation dans les comtés de Windsor, d'Essex, de Chatham et de Kent, nous voyons une dévastation immense. Des milliers et des milliers d'emplois ont disparu dans un très court laps de temps.

En effet, depuis l'adoption de l'Accord de libre-échange, nous avons perdu 4 800 emplois dans le seul secteur manufacturier. Lorsque nous rencontrons les agriculteurs, ils nous disent que cela dépasse leur communauté et que ce sont dorénavant les experts financiers qui étudient la question. Les banques et les sociétés de crédit disent ouvertement qu'un tiers des agriculteurs des comtés d'Essex et de Kent connaissent de graves difficultés financières.

• (1820)

Il y a à peine un mois et demi, en janvier, j'ai écouté les témoignages des représentants des fédérations agricoles des comtés d'Essex et de Kent. Leur plus grande préoccupation, c'était d'avoir assez d'argent pour pouvoir ensemer cette année. Ils ne parlent pas de difficultés. Certains parlaient d'un manque de leadership de la part du gouvernement, d'autres parlaient d'une situation désespérée, et d'autres encore disaient qu'ils étaient victimes d'une attaque. Ce sont des affirmations que j'ai entendues maintes et maintes fois non seulement de la part la communauté agricole, mais aussi de la part des travailleurs, des municipalités et des organismes de servi-

ce social, bref de tous ceux qui ont exprimé leur opinion. C'était un témoignage qui revenait sans cesse.

Un autre point intéressant qui a été mentionné au sujet de notre région, c'est que nous sommes coupés du reste du Canada. Le gouvernement ne se préoccupe pas du sud-ouest de l'Ontario. Nous sommes coupés du reste du Canada à cause de la politique monétaire, des réductions à Radio-Canada et des réductions à VIA Rail. Il devient de plus en plus évident non seulement que la politique monétaire a des effets très dévastateurs, mais aussi que les communications ont été réduites de façon radicale. Aujourd'hui, le gouvernement s'en prend également aux journaux ruraux, aux petits journaux du Canada.

C'est un fait que la communauté agricole est victime d'une attaque, et elle le dit très clairement. Lorsqu'on pense qu'un tiers des agriculteurs de la région agricole la plus prospère au Canada—et je signale que, pour la campagne agricole 1988-1989, la production des comtés d'Essex et de Kent a atteint, en valeur, 450 millions de dollars—lorsqu'on pense qu'un tiers des agriculteurs de ces deux comtés ne se sortiront pas des difficultés financières auxquelles ils font face, on peut dire que la situation est grave.

Il faut faire quelque chose pour améliorer la situation.

Nous avons également entendu—et encore une fois cela s'applique à la région de mon collègue—les graves préoccupations exprimées par les gens au sujet de ce qui se passe sur le marché du travail. Comme je l'ai dit il y a un instant, quelque 5 000 emplois ont été perdus dans les comtés d'Essex et de Kent. Si nous regardons la situation à Windsor, cette ville a subi des pertes d'emplois de l'ordre de 36 p. 100, ce que mon collègue de Windsor—Sainte-Claire peut confirmer.

M. de Jong: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Je crois savoir que les interventions des députés sont suivies de dix minutes de questions et réponses. Les observations du député m'intéressent, mais j'ai remarqué que sa question se trouvait sur plusieurs feuilles dactylographiées. Il doit avoir préparé la question avant même le discours.

Le député pourrait peut-être poser sa question pour que d'autres puissent aussi s'adresser à mon collègue.

M. Pickard: C'est une honte, mais cette période est réservée aux questions et aux observations. Malheureusement, le député n'était pas là et il ne sait pas à quoi rime cette période. Elle me permet, à moi et à tous les libéraux, de préparer des questions à l'avance. Mais vous, vous ne préparez peut-être rien. Je vous ai déjà entendu